

Sud Ouest Éco

► sur sudouest.fr

Abonnez-vous
à La lettre Sud Ouest Éco

ManoMano arrive à Bordeaux avec 50 emplois

NUMÉRIQUE Ce grand spécialiste de la vente en ligne de produits de jardinage et de bricolage a choisi Bordeaux pour sa première agence en région

NICOLAS CÉSAR
n.cesar@sudouest.fr

Après Ubisoft, OVH, Betclac... Bordeaux attire un nouveau leader français du numérique dans ses filets. Lancé en 2013, ce site de vente en ligne de matériel de bricolage et de jardinage compte aujourd'hui plus de 2 millions de clients, 1 600 marchands et emploie plus de 360 personnes. « À l'origine, avec mon associé, Philippe de Chanville, tout est parti de notre frustration de bricoleur. Nous en avons assez de courir après les vendeurs dans les magasins et nous estimions que les tarifs étaient trop élevés. Nous avons donc créé la plateforme ManoMano, avec des produits moins chers, souvent de 20 %, plus de choix (3 millions de références) et des conseils en ligne de qualité », explique Christian Raison, cofondateur de la plateforme et ingénieur dans l'aéronautique et le médical.

Bordeaux préférée à Lyon

Le pari d'un modèle 100 % Web était osé, mais le potentiel est immense : ne serait-ce que dans l'Hexagone, le marché du bricolage pèse 32 milliards d'euros. Cinq ans après, leurs résultats impressionnent. Cette année, l'entreprise devrait réaliser entre 400 et 450 millions d'euros de volume d'affaires, contre 250 millions l'an dernier. L'ambition de ManoMano est d'atteindre le milliard d'ici deux ans. Et elle s'en donne les moyens. La société, qui opère depuis Paris sur six marchés (France, Belgique, Espagne, Ita-



Christian Raison et Philippe de Chanville, fondateurs de ManoMano. PHOTO: DR.

lie, Allemagne et Royaume-Uni), a levé 60 millions d'euros en 2017.

Désormais, « notre croissance est si forte que nous avons décidé d'installer notre premier bureau en région à Bordeaux pour diversifier nos centres de recrutement », dévoile Christian Raison. Car, à Paris, qui concentre nombre d'entreprises technologiques, la concurrence pour attirer les informaticiens de talent est féroce. « Nous avons aussi regardé Lyon et Nantes. Mais à Bordeaux, il y a une dynamique très forte sur la filière numérique et la ville, que je connais

bien, offre une belle qualité de vie », justifie-t-il. Un discours, qui ravit Alain Juppé, le maire : « Je me réjouis de constater que la vague de succès de l'an passé persiste et que Bordeaux est plus que jamais une métropole magnétique pour les futures licornes françaises. » De son côté, Virginie Calmels, sa première adjointe, chargée de l'économie, y voit la « marque de l'efficacité de notre stratégie d'attractivité ». Et notamment du travail d'Invest in Bordeaux (1).

Les cinq premiers salariés (recruteurs, développeurs et responsable

produits), issus du siège parisien, arriveront mi-novembre dans des locaux provisoires. D'ici un an, pas moins de 50 personnes seront recrutées : des développeurs et data scientists. Leur mission sera d'améliorer encore l'expérience utilisateurs du site. Au premier trimestre 2019, les équipes seront transférées au sein de l'accélérateur Héméra, dans sa halle, toute neuve, rue Fondaudège, à Bordeaux, dans l'ex-usine Marie Brizard.

(1) L'agence pour le développement éco de Bordeaux Métropole.

L'HOMME DE LA SEMAINE



Laurent Mathiolon
Président fondateur d'Aqprim

Dans le monde de la promotion immobilière, la démarche de Laurent Mathiolon, fondateur et dirigeant de la société bordelaise Aqprim, est singulière. À l'issue d'un parcours professionnel entamé à 19 ans, le Lyonnais de naissance a décidé, en 2011, de prendre son envol direction Bordeaux, sa ville d'adoption, mais à sa façon. « Je ne voulais pas devenir un énième promoteur immobilier », confie-t-il. Après avoir beaucoup observé sa filière, mais aussi des secteurs industriels très éloignés, comme l'automobile et l'aéronautique, Laurent Mathiolon, 51 ans, a décidé de réinventer son métier. « J'ai voulu faire d'Aqprim un créateur d'espaces innovants. J'ai initié une cellule interne de recherche, un lab, qui associe les connaissances internes à celles d'une dizaine de professionnels reconnus, des partenaires experts. » Ce lab doit mettre au point des « réponses Aqprim à des problématiques sociétales actuelles », souligne le dirigeant. Dix innovations, comme la résidence collective Vill'Appart, qui emprunte au code du logement individuel, l'appartement modulable Moove ou WindowView, la pièce jardin, ont vu le jour. La société, qui s'étend à Nantes et bientôt à Toulouse et à Montpellier, produit en moyenne 250 logements par an. Elle vise le nombre de 1 000 dès 2022.

P. R.

PHOTO: AQRIM

Le logement social confronté à de lourds paradoxes

ÉVÉNEMENT Le débat « Sud Ouest Éco » autour du logement social a mis en évidence ses défis

« Construire plus, mieux, avec moins d'argent, c'est le résumé de toute notre histoire. Depuis le début du logement social, nous avons montré que nous étions capables de répondre à tous les enjeux de société. Nous relèverons aussi celui qu'on nous impose aujourd'hui, car 90 % de la population française est éligible au logement social et 2 millions de personnes sont dans l'attente d'une solution. » C'est ainsi que Sigrid Monnier, directrice générale de Gironde Habitat, a résumé, lors du débat « Sud Ouest Éco » d'octobre dédié au logement social, l'état d'esprit qui règne actuellement chez les bailleurs sociaux : de la détermination patinée d'incertitude.

Durant cette table ronde autour du thème « Le logement social peut-il ré-



Élus et bailleurs réunis autour des enjeux du logement social.

PHOTO GUILLAUME BONNAUD/« SO »

pondre aux tensions actuelles du marché de l'immobilier et aux enjeux d'aménagement du territoire ? », les intervenants - Sigrid Monnier, Fran-

cis Stéphan (Domofrance), Bertrand Bourrus (Le COL), Philippe Déjean (Action Logement), Loris de Zorzi (Axanis), Mario Bastone (Logévie), Alexan-

dra Siarri (adjointe au maire de Bordeaux) et Clément Rossignol-Puech (maire de Bègles) - ont montré qu'ils étaient tous confrontés à de lourds paradoxes.

« Loin du choc de l'offre »

Les bailleurs, sommés par l'État d'abandonner 1,5 milliard d'euros de budget par an d'ici 2019, de se regrouper, de compenser la baisse de l'aide au logement, tout en poursuivant leur mission de construction d'habitations accessibles aux plus faibles, sont à nouveau prêts à faire face aux enjeux. « Mais il nous reste encore à inventer le modèle économique qui va nous permettre de le faire », glissaient Philippe Déjean et Francis Stéphan.

« La clé de notre modèle, qu'il s'agisse de location ou d'accession sociale, réside dans le foncier. Nous devons avoir les moyens d'accéder à du foncier abordable pour monter en puissance dans la production de logements. Pour le moment, la produc-

tion s'infléchit, on est loin du choc de l'offre voulu par le gouvernement actuel », rappelaient les bailleurs présents. Un message clairement reçu par Alexandra Siarri et Clément Rossignol-Puech, qui, avec des problématiques différentes, s'accordent eux aussi sur le fait qu'en matière de logement social, les collectivités doivent tenir leurs engagements. Et ce, tout en préservant leur capacité à financer les services publics, à éviter l'étalement urbain, à améliorer les conditions de vie et à veiller sur l'écologie et les enjeux de mixité.

Les innovations sociales, technologiques et financières, déclinées dans les trois ateliers qui suivaient la table ronde, ont rappelé, si besoin était, que la capacité de s'adapter fait définitivement partie de l'ADN des bailleurs sociaux. Il ne faudrait pas, pour autant, que les gouvernements en abusent pour leur demander toujours plus d'idées... et d'euros.

Pascal Rabiller